TÉLÉPHONIE MOBILE

Mobilis affiche ses ambitions

Œuvrant à développer les nouvelles générations de réseau et passer directement à la 4G, l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis compte investir 2 milliards de dollars durant cinq ans, à charge cependant que le code des marchés publics soit moins contraignant.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis va investir 2 milliards de dollars (142 milliards de dinars) sur cinq ans pour moderniser ses équipements. L'investissement se fera en fonds propres de l'opérateur qui va assumer à lui seul 87% du financement du plan (142 mds de dinars), le reste sera financé par crédits bancaires.

«Notre objectif est d'atteindre 45% de parts de marché avec cet investissement», a déclaré le P-dg de Mobilis, Saâd Damma, cité par l'agence nationale de presse. En ce sens, Mobilis compte s'offrir les nouvelles générations de réseau (NGN) en vue de passer vers le mode IP (Internet protocol). Ceci permettra de mettre fin aux congestions du réseau et d'augmenter les capacités de transport, assure le P-dg de Mobilis.

Egalement, l'opérateur compte renouveler ses 5 200 stations relais (BTS), réparties sur le territoire national, en misant sur des antennes compatibles avec différents types de technologies (G2, G3, G4 et Long Term evolution, LTE). «Cela permettra à Mobilis de passer à la G4 sans avoir à changer ou à investir dans la couverture réseau», souligne M. Damma.

Outre le renouvellement des 5 200 BTS existantes, Mobilis va implanter de nouvelles stations relais, avec l'objectif d'atteindre 9 000 BTS dans cinq ans.

Le plan de modernisation vise aussi à densifier le réseau en augmentant le volume d'appels véhiculés par l'opérateur et à améliorer la qualité du service conformément aux obligations de la licence d'exploitation, qui oblige Mobilis à couvrir tous les axes routiers et autoroutiers. A ce titre, Mobilis discute avec l'Agence nationale des autoroutes pour étendre sa couverture réseau sur la nouvelle autoroute Est-Ouest.

Le quatrième axe du plan porte sur la préparation de Mobilis au lancement du haut débit mobile qui nécessite des investissements sur les BTS, le réseau de transport. «Le passage du mobile voix vers le data constitue pour Mobilis un tournant important. L'ambition pour nous est grande car nous voulons nous repositionner sur le marché par rapport à nos concurrents», promet ce responsable.

Photo : Samir Sid

Mobilis compte s'offrir les nouvelles générations de réseau (NGN).

L'objectif de Mobilis, qui détient actuellement 29% des parts de marché avec 11 millions d'abonnés, est possible à atteindre surtout si l'autorité de régulation intervient, comme il se fait de par le monde, pour équilibrer le marché et empêcher la domination de l'un des opérateurs, indique Saâd Damma.

Voire, «plus l'opérateur public dispose des leviers de sa politique, plus cela générera des bénéfices pour le pays», observe le premier manager de Mobilis.

En quête de développement, l'opérateur public a cependant besoin d'une flexibilité du code des marchés publics notamment pour certaines prestations et acquisitions qui ne sont pas très coûteuses, mais nécessaires au fonctionnement quotidien de son réseau, relève M. Damma. Selon lui, ce code des marchés publics est actuellement contraignant à Mobilis, qui acquiert chaque mois des solutions technologiques par voie d'appel d'offres, alors qu'une consultation sélective pour ces petits marchés ne dépassant pas au maximum 100 000 dollars suffit. Le contrôle de l'attribution de ce type de marchés doit se faire a posteriori, recommande M. Damma. «Il y a aussi l'aspect confidentialité qu'il faut préserver. Nous ne pouvons rendre publiques par des appels d'offres les solutions que mobilis est en train d'acquérir», dira-il, avant de relever que «l'application de ce code freine Mobilis par rapport à ses concurrents qui sont équipés directement par leurs groupes».

Financièrement, l'opérateur public se porte bien, avec une hausse de son résultat net à plus de 6 milliards de dinars contre 2,9 milliards de dinars en 2010 et une augmentation de son chiffre d'affaire à 53 milliards de dinars en 2011 contre 47 milliards de dinars en 2010.

C. B.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES EN CAUSE

Les prix à la consommation en hausse en juin

Les prix à la consommation ont augmenté de 8,67% au mois de juin dernier par rapport à la même période de l'année écoulée. Ce qui situe le rythme d'inflation en glissement annuel en Algérie à 7,3% contre 6,9% en mai dernier, selon l'Office national des statistiques (ONS). Cette hausse est tirée essentiellement par l'augmentation de 10,76% des produits alimentaires avec 17,3% pour les produits agricoles frais et 5,4% pour les produits alimentaires industriels, explique l'Office.

Les hausses des prix ont caractérisé en juin dernier certains produits alimentaires frais, notamment la viande ovine (29,8%), les fruits frais (28,2%), les légumes frais (8,4%), la pomme de terre (11,2%), le poulet (9,2%) et la viande bovine (8,2%). En glissement annuel, les produits alimentaires industriels ont tous connu des hausses, la plus importante a concerné les boissons non alcoolisées (19,67%), les sucres (10,8%) et les huiles et graisses (4,8%), ainsi que le lait, fromage et dérivés avec 2,43%, relève la même source. Les produits manufacturés ont également augmenté de plus de 7,7% et les services de 5,3% en juin dernier par rapport au même mois de l'année écoulée, ajoute l'ONS. Une hausse qui s'inscrit dans une tendance inflationniste accentuée, suscitant l'interrogation sur la capacité des autorités monétaires et financières à la maîtriser, dans le contexte de fortes revalorisations salariales déjà concédées mais sujettes cependant à limitation. Notons que durant le premier semestre 2012, l'indice des prix a connu une forte hausse de 9,3 %, en raison d'une augmentation de 12,2% des produits alimentaires dont 19,7% pour les produits agricoles frais et 5,8% pour les produits alimentaires industriels.

Les biens manufacturés et les services ont également enregistré des variations haussières respectives de 7,7% et de plus de 5%, durant les six premiers mois de 2012, précisent les chiffres de l'ONS. Tous les produits alimentaires frais ont connu des hausses, la plus «remarquable» a concerné la pomme de terre avec 50,4%, la viande ovine (27,94%), les œufs (15,55%), les légumes (13,5%) et les fruits (11,2%).

D'autres produits ont également connu des hausses durant les six premiers mois de 2012, mais de moindre ampleur. Il s'agit des poissons frais (7,4%), de la viande de bœuf (7,3%) et, enfin, de la viande de poulet avec 4,6%.

Les produits alimentaires industriels ont également enregistré des augmentations durant le premier semestre de l'année en cours, notamment les sucres et produits sucrés (7,65%), les huiles et graisses (4,19%), le lait, fromage et dérivés (2,13%) et, enfin, le café, thé et infusion (19,8%).

C. B./APS

VIRÉE DANS LES MARCHÉS

Des prix qui font fuir

Hier, deuxième jour du mois de Ramadan, l'habituelle mêlée n'était pas visible au marché T'nache de Belouizdad, à Alger. Les prix affichés sur les étals font fuir.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Disponibles en grandes quantités sur les étals, les légumes affichaient des prix plus au moins élevés. Très prisée en ce mois de jeûne, la courgette est vendue à 100 DA le kilogramme. La laitue, la carotte, le concombre et le poivron sont proposés à 80 DA. L'incontournable tomate est affichée à 50 DA, l'oignon et la pomme de terre à 40 DA.

Devant un étal de légumes, Lila, mère de famille, est affairée à choisir quelques provisions. «Les légumes sont chers, notamment la tomate, la courgette et la laitue. A quelques jours du mois de Ramadan, ils n'ont pas cessé d'augmenter, et dire que c'est le mois de piété !», dit-elle. Et d'ajouter : «Ce sont les mêmes prix dans tous les quartiers même au marché Laâqiba, réputé être le moins cher à Alger. Ici, au marché T'nache, les vendeurs nous permettent au moins de choisir les légumes. A Laâqiba, vous ne pouvez même pas toucher à la marchandise».

Qualifiant ces prix d'«exagérés», elle cite l'exemple du citron dont le prix a atteint 200 DA pour la production locale et 300 DA pour celui provenant de l'importation ainsi que les fruits qui sont devenus, désormais, «inaccessibles».

Quant aux viandes, elle estime que les prix de la viande ovine à 1 300 DA/kg et de la viande bovine à 750 DA/kg «frôlent l'imaginaire». Idem pour la viande blanche. «Un petit poulet revient entre 600 et 700 DA. Comment vivre avec toute cette cherté ? C'est de la folie !», tonne-t-elle. Pourtant, Mohamed, le marchand de légumes, affirme le contraire : «La hausse des prix a marqué uniquement les deux jours qui ont précédé le mois de Ramadan et son premier jour.

Photo : Samir Sid

Les consommateurs trouvent les prix exagérés.

La courgette a atteint 100 DA aux marchés de gros. Aujourd'hui, les prix sont de retour à la normale et ils vont encore baisser davantage dans les jours prochains», précise-t-il.

Habitué de ce marché, Nacer, approuve. «Les prix des légumes sont abordables. Certes, ils connaissent des hausses et des baisses mais que voulez-vous qu'on fasse ? Nous sommes obligés d'acheter», dit-il.

Une autre ménagère assure, de son côté, que «cette année, les prix des légumes sont modérés». Elle ne manque de souligner les prix «excessifs» de la viande rouge. «La viande est hors de portée, elle est devenue intouchable», dit-elle. Et de poursuivre : «Je voulais acheter un steak pour un parent malade et le boucher a refusé de me découper une tranche. Il voulait m'imposer un gros morceau à plus de 1 500 DA.»

D'ailleurs, devant l'une des boucheries du marché T'nache, les clients se plaignent de l'absence d'affichage des prix des viandes. «Nous sommes obligés de demander à chaque fois le prix de tel ou tel morceau de viande et souvent le boucher répond d'une manière impolie, comme si nous sommes censés connaître le prix de ses produits», souligne une dame.

Côté viande blanche, le poulet éviscéré est affiché entre 340 et 420 DA le kilogramme. «Il était à 290 DA. C'est depuis le début du mois de Ramadan que son prix a augmenté», assure un vendeur.

Même si l'affluence des gens demeure modeste dans le marché en ces premiers jours, la hausse des prix continue à «résister».

R. N.